

MYANMARL'ouverture : y croire ou pas ...

L'heure du dégel a-t-elle sonné sous les cieux birmans ? Un an après les élections, alors que les signes de libéralisation se multiplient, certains veulent y croire. Mais beaucoup, dans les médias, conservent une position nettement plus prudente.

07.11.2011 | [Courrier international](#)

[Tweet](#)

- [Imprimer](#)
- Caractère
- [Recommander](#)

- [Commenter 0](#)
-
- [Mes dossiers](#)
- [Envoyer](#)
- [Partager](#)

Dossiers

- [Un an de changement ou de poudre aux yeux ?](#)

Fiches pays

- [Myanmar \(République de l'Union de\)](#)

CARTOONS

-

Le Myanmar à l'heure de l'ouverture

à la une

Etats-Unis
Time

France
Courrier international

[Recommander](#)

2 recommandations. [Inscription](#) pour voir ce que vos amis recommandent.

L'ouverture : y croire ou pas ...

L'heure du dégel a-t-elle sonné sous les cieux birmanes ? Un an après les élections, alors que les signes de libéralisation se multiplient, certains veulent y croire. Mais beaucoup, dans les médias, conservent une position nettement plus prudente.

07.11.2011

Ces derniers mois, l'histoire semble s'être accélérée. Sous l'égide du nouveau président Thein Sein, intronisé au printemps dans le sillage des élections – les premières en plus de vingt ans – de novembre 2010, l'ouverture est en marche. Le pays, longtemps reclus et mis au ban de la communauté internationale, est désormais "à la porte de la liberté", [selon l'expression du *Financial Times*](#). Une main a été tendue à l'opposition, en l'occurrence à son icône Aung San Suu Kyi, la pression sur les médias et Internet s'est assouplie, le régime a fait marche arrière sur un projet de barrage chinois, les exilés ont été invités à rentrer, les ouvriers peuvent s'organiser en syndicats et faire grève, des textes visent à libéraliser l'économie, un premier contingent de prisonniers politiques a retrouvé la liberté...

Reste qu'en dépit de cette avalanche de mesures, que certains s'empressent de qualifier de perestroïka birmane, la prudence reste de mise parmi nombre de commentateurs. "Naypyidaw [la nouvelle capitale fondée en 2005 par la dictature] joue un jeu de duplicité pour s'attirer la sympathie du monde et conserver sa mainmise sur le pays", tranche ainsi dans un éditorial [le quotidien thaïlandais *The Nation*](#). "Rien, absolument rien de fondamental dans la politique birmane n'a changé en un an", assène quant à lui Maung Zarni, un chercheur de la London Schools of Economics cité par le journal des Emirats arabes unis [The National](#). "Le gouvernement cherche, aussi vite que possible, à obtenir la levée des sanctions internationales, à obtenir l'assistance financière des institutions monétaires et le soutien de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (Asean) [qui se réunit en sommet à la fin du mois à Bali] pour accéder à sa présidence en 2014", renchérit Zin Linn [sur le site *Asian Correspondent*](#). La manœuvre dont Thein Sein est soupçonné n'aurait ainsi que des motivations économiques alors que le Myanmar se traîne en queue de peloton dans une Asie qui déborde de vitalité. De fait, [selon par exemple Human Rights Watch](#), "les principaux éléments de l'appareil de sécurité répressif birman, ainsi que les lois qui le sous-tendent, restent en place". L'ONG américaine de défense des droits de l'Homme, au diapason de la plupart des chancelleries occidentales, affirme qu'"il est encore trop tôt pour savoir si le changement de ton du gouvernement et son discours réformateur sont juste un habillage cynique ou des preuves d'un changement en profondeur".

Ces appels à "faire davantage" ne doivent pas cependant minimiser les initiatives à l'œuvre et, surtout, les compromettre. Dans les jours qui viennent, une décision cruciale est attendue : la Ligue nationale pour la démocratie (LND) d'Aung San Suu Kyi, qui avait boycotté les élections l'an dernier, acceptera-t-elle de se réenregistrer alors que le pouvoir vient d'amender une loi pour l'inviter à le faire ? [Mizzima News](#), un des sites de la dissidence, l'encourage vivement, estimant que "l'isolement n'est pas une alternative viable et que l'heure est venue de dialoguer avec les partenaires nationaux et internationaux". "La LND pourrait ainsi être autorisée à prendre part aux 48 élections partielles annoncées pour décembre, ce qui conférerait une présence non négligeable de l'opposition à la Chambre basse", explique [The National](#). Et qui sait ? Peut-être que certains des détenus de conscience, dont on murmure que 600 autres pourraient être libérés dans les prochains jours, s'assièront d'ici peu sur les bancs du Parlement ?